



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE VILLY-LE-PELLOUX

**Le 29/05/2024 à 19h**

Le Conseil Municipal de la Commune de VILLY-LE-PELLOUX, dûment convoqué le 23/05/2024 s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Madame Charlotte BOETTNER, Maire de la commune.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : **15**

Nombre de Conseillers absents : 4

Nombre de Conseillers représentés : 4

**Présents** : ANDRIEU Julie - BAILLON Joseph - BARBIER Vincent - BOETTNER Charlotte - GUETTE Pascal - KADDOUR Vincent - NANCHE Chantal - PEREZ Elizabeth - SAINT Pascal - SUBLET Patrice - VERNEY Jean-Paul

**Absents ayant donné procuration** :

GRANICZNY Cathy à ANDRIEU Julie

MEUNIER Pierre à VERNEY Jean-Paul

VILLARET Odile à SAINT Pascal

FURGET Isabelle à PEREZ Elizabeth

Madame **PEREZ Elisabeth** est élue secrétaire de séance.

|         |                                                                                       |
|---------|---------------------------------------------------------------------------------------|
| 2024-16 | PROTOCOLE AVEC LE PARQUET DU TRIBUNAL JUDICIAIRE D'ANNECY POUR<br>LE RAPPEL A L'ORDRE |
|---------|---------------------------------------------------------------------------------------|

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'article L.132-7 du code de la sécurité intérieure, donnant pouvoir au maire de procéder à un rappel à l'ordre à l'encontre d'une personne, auteur de faits susceptibles de porter atteinte au bon ordre dans la commune,

Afin de garantir une cohérence et une harmonie entre l'action de la Commune et celle du Parquet d'Annecy en matière de prévention de la délinquance, Madame le Maire explique qu'il est possible de conclure un protocole pour la mise en œuvre du rappel à l'ordre.

Ce dispositif partenarial renforcé vise à mieux lutter contre les comportements inciviques et les atteintes à la sûreté et à la tranquillité publiques en proposant une réponse rapide, conjointe et de proximité.

Le rappel à l'ordre s'applique aux personnes majeures et mineures et peut concerner les faits suivants :

- Les conflits de voisinage
- L'absentéisme scolaire
- La présence constatée de mineurs non accompagnés dans des lieux publics à des heures tardives
- Certaines atteintes légères à la propriété publique
- Les « incivilités » commises par des mineurs
- Les incidents aux abords des établissements scolaires



- Les bruits ou tapages injurieux, certains écarts de langage
- Les tapages nocturnes, certaines nuisances sonores
- La divagation d'animaux dangereux
- L'abandon d'ordures
- Certaines contraventions aux arrêtés du Maire et portées à sa connaissance

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **ADOpte** le protocole de rappel à l'ordre telle que présenté en annexe,
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer le protocole de de rappel à l'ordre avec le Parquet d'Annecy et tout document relatif à cette affaire.

LA SECRETAIRE DE SEANCE

*Elizabeth Perez*

Le Maire,

- certifie le caractère exécutoire de cet acte,  
- informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de l'obtention de ce caractère exécutoire. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

LE MAIRE

*Charlotte Boettner*



Affiché/Publié le :

Transmis en préfecture le :

Certifié exécutoire le :





MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



## PROTOCOLE DE MISE EN ŒUVRE DU RAPPEL A L'ORDRE

Entre :

- **La commune de Villy-le-Pelloux, représentée par Madame Charlotte BOETTNER, Maire**

*Et*

- **Le parquet du Tribunal judiciaire d'Annecy, représenté par Madame Line BONNET, Procureure de la République**

Vu l'article L.132-7 du code de la sécurité intérieure, donnant pouvoir au maire de procéder à un rappel à l'ordre à l'encontre d'une personne, auteur de faits susceptibles de porter atteinte au bon ordre dans la commune.

*« Lorsque des faits sont susceptibles de porter atteinte au bon ordre, à la sûreté, à la sécurité ou à la salubrité publique, le Maire ou son représentant désigné dans les conditions prévues à l'article L. 2122-18 du code général des collectivités territoriales peut procéder verbalement à l'endroit de leur auteur au rappel des dispositions qui s'imposent à celui-ci pour se conformer à l'ordre et à la tranquillité publics, le cas échéant en le convoquant en mairie.*

*Le rappel à l'ordre d'un mineur intervient, sauf impossibilité, en présence de ses parents, de ses représentants légaux ou, à défaut, d'une personne exerçant une responsabilité éducative à l'égard de ce mineur ».*

Est convenu ce qui suit :



## ARTICLE 1 : DOMAINE D'APPLICATION

Le rappel à l'ordre s'applique aux faits portant atteinte au bon ordre, à la sûreté, à la sécurité et à la salubrité publiques dans la commune.

Cela peut concerner principalement :

- Les conflits de voisinage
- L'absentéisme scolaire
- La présence constatée de mineurs non accompagnés dans des lieux publics à des heures tardives
- Certaines atteintes légères à la propriété publique
- Les « *incivilités* » commises par des mineurs
- Les incidents aux abords des établissements scolaires
- Les bruits ou tapages injurieux, certains écarts de langage
- Les tapages nocturnes, certaines nuisances sonores
- La divagation d'animaux dangereux
- L'abandon d'ordures
- Certaines contraventions aux arrêtés du maire et portées à sa connaissance

**Le rappel à l'ordre s'applique aux personnes majeures et mineures.**

⇒ Liste des infractions entrant dans le champ d'application du rappel à l'ordre (**Annexe 1**).

## ARTICLE 2 : DOMAINE D'EXCLUSION

Le rappel à l'ordre est en toute hypothèse exclu :

- S'agissant des faits susceptibles d'être qualifiés de crimes ou de délits
- Lorsqu'une plainte a été déposée dans un commissariat de police ou une brigade de gendarmerie
- Lorsqu'une enquête judiciaire est en cours

## ARTICLE 3 : RELATIONS AVEC L'AUTORITE JUDICIAIRE

Afin de coordonner le rappel à l'ordre avec les autres réponses pénales pouvant être apportées par le parquet d'Annecy, il est convenu que la mise en place du rappel à l'ordre sera précédée d'une consultation du parquet d'Annecy quant à son opportunité.

La consultation du parquet par la ville de Villy-le-Pelloux se fera, à l'aide de la fiche navette fournie dans le présent protocole (**annexe n°2**), par courriel à l'adresse mail : **mairie.tj-annecy@justice.fr**

L'objet du mail devra être le suivant : « *Consultation parquet pour rappel à l'ordre / commune Villy-le-Pelloux/ nom du mis en cause* » (Un mail par dossier).

L'avis du parquet sera retransmis par courriel à la ville de Villy-le-Pelloux dans un délai maximum de **deux semaines** à l'adresse mail : **mairie@villylepelloux.fr**

L'absence de réponse du parquet dans le délai convenu vaudra acceptation.



## ARTICLE 4 : CONDUITE DU RAPPEL A L'ORDRE

Le rappel à l'ordre est verbal. Son contenu est laissé à la libre appréciation du maire mais il sera fait lecture des faits incriminés et des sanctions encourues.

L'auteur du fait est convoqué à un entretien par un courrier officiel après consultation du parquet (**annexe n° 3 pour les majeurs et annexe n° 4 pour les mineurs**).

Les parents ou le responsable éducatif de l'auteur sont destinataires d'un courrier et d'une copie de la convocation (**annexe n°5**).

Le rappel à l'ordre d'un mineur intervient, sauf impossibilité, en présence des parents, de ses représentants légaux ou à défaut d'une personne exerçant une responsabilité éducative à son égard.

Le rappel à l'ordre est effectué par le maire ou son représentant (adjoint ou membre du conseil municipal) dans les locaux de la mairie de Villy-le-Pelloux.

Chaque rappel à l'ordre effectué fera l'objet d'un renvoi au parquet, dans les plus brefs délais par l'intermédiaire de la fiche bilan fournie dans le présent protocole (**annexe n°6**).

Le rappel à l'ordre, qu'il ait été effectué ou ait échoué, fera l'objet d'un enregistrement au parquet.

Le rappel à l'ordre ne peut se faire qu'une fois à l'encontre d'une même personne, pour chaque type de comportement portant atteinte au bon ordre, à la sûreté, à la sécurité et à la salubrité publiques dans la commune.

## ARTICLE 5 : SUIVI ET BILAN DU DISPOSITIF

Un bilan statistique semestriel écrit des rappels à l'ordre sera réalisé par la ville de Villy-le-Pelloux et transmis au parquet d'Annecy (**annexe n°7**).

Le présent protocole est conclu pour une durée d'un an tacitement reconductible.

Il pourra être dénoncé par l'une des parties à tout moment.

Fait à Annecy, le XX 2024

**La Procureure de la République d'Annecy**  
**Line BONNET**

**La commune de Villy-le-Pelloux**  
**Le Maire Charlotte BOETTNER**



**ANNEXE N°1 : LISTE DES INFRACTIONS ENTRANT DANS LE CHAMP D'APPLICATION**  
**DU RAPPEL A L'ORDRE**

| Infractions                                                                         | Références textuelles           | Nature                                   | Montant de l'amende et des peines complémentaires encourues                                                                                                                                                                                                     | Applications pertinentes                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b><u>Atteintes aux personnes :</u></b>                                             |                                 |                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Diffamation non-publique</b>                                                     | Article R621-1 du code pénal    | Contravention de 1 <sup>ère</sup> classe | <ul style="list-style-type: none"> <li><u>Amende</u> : 38 euros au plus</li> </ul>                                                                                                                                                                              | <p>Diffamation = allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur et à la considération d'une personne.</p> <p>Allégation prononcée par SMS ou sur un réseau social accessible uniquement à un nombre restreint d'amis sélectionnés par l'auteur des propos ou devant un cercle restreint de personnes partageant les mêmes intérêts (que la victime soit présente ou non).</p> |
| <b>Injure non publique</b>                                                          | Articles R. 621-2 du code pénal | Contravention de 1 <sup>ère</sup> classe | <ul style="list-style-type: none"> <li><u>Amende</u> : 38 euros au plus</li> </ul>                                                                                                                                                                              | Injure prononcée par SMS ou devant un cercle restreint de personnes partageant les mêmes intérêts (que la victime soit présente ou non) ou sur un réseau social accessible uniquement à un nombre restreint d'amis sélectionnés par l'auteur des propos.                                                                                                                                         |
| <b>Blessures involontaires n'ayant entraîné aucune incapacité totale de travail</b> | Article R622-1 du code pénal    | Contravention de 2 <sup>ème</sup> classe | <ul style="list-style-type: none"> <li><u>Amende</u> : 150 euros au plus</li> <li><u>Peine complémentaire</u> : Confiscation de la chose qui a servi à commettre l'infraction.</li> </ul>                                                                       | <p>Blessures involontaires = le fait de causer à autrui, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou manquement à une obligation de prudence ou de sécurité, un dommage.</p> <p>Blessures causées dans le cadre d'un accident de la circulation, d'une agression par un animal...</p>                                                                                                 |
| <b>Divagation d'animal susceptible de présenter un danger pour les personnes</b>    | Article R622-2 du code pénal    | Contravention de 2 <sup>ème</sup> classe | <ul style="list-style-type: none"> <li><u>Amende</u> : 150 euros au plus</li> <li><u>Peine complémentaire</u> : Remise de l'animal à une œuvre de protection animale reconnue d'utilité publique ou déclarée, laquelle pourra librement en disposer.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Chien errant et menaçant</li> <li>- Divagation de bétail</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Menaces de violences</b>                                                         | Article R623-1 du code pénal    | Contravention de 3 <sup>ème</sup> classe | <ul style="list-style-type: none"> <li><u>Amende</u> : 450 euros au plus</li> </ul>                                                                                                                                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Menace verbale</li> <li>- Menace gestuelle</li> <li>- Menace écrite</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                          |

|                                                                                  |                              |                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Bruits ou tapages injurieux ou nocturnes</b>                                  | Article R623-2 du code pénal | Contravention de 3 <sup>ème</sup> classe | <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>Amende</u> : 450 euros au plus</li><li>• <u>Peine complémentaire</u> : Confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction.</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Bruits provoqués par : <ul style="list-style-type: none"><li>- un individu (cri, talons, chant, fête...)</li><li>- une chose (instrument de musique, télé, outil de bricolage, électroménager...)</li><li>- un animal (abolements)</li></ul> |
| <b>Excitation d'animaux dangereux</b>                                            | Article R623-3 du code pénal | Contravention de 3 <sup>ème</sup> classe | <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>Amende</u> : 450 euros au plus</li><li>• <u>Peine complémentaire</u> : Remise de l'animal à une œuvre de protection animale reconnue d'utilité publique ou déclarée, laquelle pourra librement en disposer.</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Ne pas retenir un animal lorsqu'il attaque ou poursuit un passant.                                                                                                                                                                           |
| <b>Violences volontaires n'ayant pas entraîné d'incapacité totale de travail</b> | Article R624-1 du code pénal | Contravention de 4 <sup>ème</sup> classe | <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>Amende</u> : 750 euros au plus</li><li>• <u>Peines complémentaires</u> :<ul style="list-style-type: none"><li>- La suspension, pour une durée de trois ans au plus, du permis de conduire, cette suspension pouvant être limitée à la conduite en dehors de l'activité professionnelle ;</li><li>- L'interdiction de détenir ou de porter, pour une durée de trois ans au plus, une arme soumise à autorisation ;</li><li>- La confiscation d'une ou de plusieurs armes dont le condamné est propriétaire ou dont il a la libre disposition ;</li><li>- Le retrait du permis de chasser, avec interdiction de solliciter la délivrance d'un nouveau permis pendant trois ans au plus ;</li><li>- La confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit.</li></ul></li></ul> | <ul style="list-style-type: none"><li>- Violences physiques : coup de poing, coup de pied...</li><li>- Violences psychologiques : menaces, harcèlement</li></ul>                                                                             |



|                                                                                                                  |                              |                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Diffusion de messages contraires à la décence</b>                                                             | Article R624-2 du code pénal | Contravention de 4 <sup>ème</sup> classe | <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>Amende</u> : 750 euros au plus</li><li>• <u>Peine complémentaire</u> : Confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit.</li></ul>                                                                                                                                                                        | Diffusion sur la voie publique ou dans des lieux publics de messages ayant un contenu susceptible de transgresser la loi (messages violents, portant atteinte à la dignité humaine, à la pudeur...).                                           |
| <b>Manquement à l'assiduité scolaire</b>                                                                         | Article R624-7 du code pénal | Contravention de 4 <sup>ème</sup> classe | <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>Amende</u> : 750 euros au plus</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Absentéisme scolaire                                                                                                                                                                                                                           |
| <b><u>Atteintes aux biens :</u></b>                                                                              |                              |                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Menaces de destruction, de dégradation ou de détérioration n'entraînant qu'un dommage léger</b>               | Article R631-1 du code pénal | Contravention de 1 <sup>ère</sup> classe | <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>Amende</u> : 38 euros au plus</li><li>• <u>Peines complémentaires</u> :<ul style="list-style-type: none"><li>- L'interdiction de détenir ou de porter, pour une durée de trois ans au plus, une arme soumise à autorisation</li><li>- La confiscation d'une ou de plusieurs armes dont le condamné est propriétaire ou dont il a la libre disposition.</li></ul></li></ul>    | Menace réitérée ou matérialisée par un écrit, une image ou tout autre objet.                                                                                                                                                                   |
| <b>Non-respect de la réglementation en matière de collecte des ordures</b>                                       | Article R632-1 du code pénal | Contravention de 2 <sup>ème</sup> classe | <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>Amende</u> : 150 euros au plus</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | <ul style="list-style-type: none"><li>- Poubelles déposées sur le trottoir plutôt que dans des conteneurs</li><li>- Poubelles ou déchets déposés dans le mauvais contenant</li></ul> Non-respect des jours et horaires prévus pour la collecte |
| <b>Menaces de destruction, de dégradation ou de détérioration ne présentant pas un danger pour les personnes</b> | Article R634-1 du code pénal | Contravention de 4 <sup>ème</sup> classe | <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>Amende</u> : 750 euros au plus</li><li>• <u>Peines complémentaires</u> :<ul style="list-style-type: none"><li>- L'interdiction de détenir ou de porter, pour une durée de trois ans au plus, une arme soumise à autorisation ;</li><li>- La confiscation d'une ou de plusieurs armes dont le condamné est propriétaire ou dont il a la libre disposition.</li></ul></li></ul> | Menace réitérée ou matérialisée par un écrit, une image ou tout autre objet.                                                                                                                                                                   |



|                                                                                                              |                              |                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Abandon de déchets                                                                                           | Article R634-2 du code pénal | Contravention de 4 <sup>ème</sup> classe | <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>Amende</u> : 750 euros au plus</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Petits dépôts sur la voie publique (en dehors des zones prévues à cet effet) n'ayant pas nécessité l'utilisation d'un véhicule : <ul style="list-style-type: none"><li>- Détritus jetés sur la voie publique</li><li>- Sacs d'ordures ménagères ou divers objets</li></ul> |
| Destructions, dégradations et détériorations dont il n'est résulté qu'un dommage léger                       | Article R635-1 du code pénal | Contravention de 5 <sup>ème</sup> classe | <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>Amende</u> : 1500 euros au plus</li><li>• <u>Peines complémentaires</u> :<ul style="list-style-type: none"><li>- La suspension, pour une durée de trois ans au plus, du permis de conduire, cette suspension pouvant être limitée à la conduite en dehors de l'activité professionnelle ;</li><li>- L'interdiction de détenir ou de porter, pour une durée de trois ans au plus, une arme soumise à autorisation ;</li><li>- La confiscation d'une ou de plusieurs armes dont le condamné est propriétaire ou dont il a la libre disposition ;</li><li>- Le retrait du permis de chasser, avec interdiction de solliciter la délivrance d'un nouveau permis pendant trois ans au plus ;</li><li>- La confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit ;</li><li>- Le travail d'intérêt général pour une durée de vingt à cent vingt heures.</li></ul></li></ul> | Dommage léger commis sur des biens ou un domaine appartenant à la commune.                                                                                                                                                                                                 |
| Abandon d'épaves de véhicules ou d'ordures, déchets, matériaux et autres objets transportés dans un véhicule | Article R635-8 du code pénal | Contravention de 5 <sup>ème</sup> classe | <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>Amende</u> : 1500 euros au plus</li><li>• <u>Peine complémentaire</u> : Confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit,</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Epave = véhicule privé d'éléments indispensables à son utilisation normale et insusceptible de réparation immédiate<br><br>Petits ou moyens dépôts sur la voie publique ayant nécessité l'utilisation d'un véhicule :                                                      |

|                                                                                                                                                               |                                              |                                          |                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                                               |                                              |                                          |                                                                                                                                                                                                                                                   | <ul style="list-style-type: none"><li>- Encombrants (meubles, électroménager, etc.)</li><li>- Grande quantité de déchets de travaux ou de jardinage</li></ul>                                                                      |
| <b><u>Atteintes contre la Nation, l'Etat ou la paix publique :</u></b>                                                                                        |                                              |                                          |                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Entrave à la libre circulation sur la voie publique</b>                                                                                                    | Article R644-2 du code pénal                 | Contravention de 4 <sup>ème</sup> classe | <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>Amende</u> : 750 euros au plus</li><li>• <u>Peine complémentaire</u> : Confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit.</li></ul> | Embarrasser la voie publique en y déposant ou y laissant des matériaux ou autres objets (tels que des déchets ou ordures) faisant obstacle au passage des véhicules.                                                               |
| <b><u>Atteintes au domaine public routier communal :</u></b>                                                                                                  |                                              |                                          |                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Jet, épandage ou déversement sur voie publique de substances susceptibles de nuire à la salubrité et à la sécurité publiques ou d'incommoder le public</b> | Article R116-2 du code de la voirie routière | Contravention de 5 <sup>ème</sup> classe | <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>Amende</u> : 1500 euros au plus</li></ul>                                                                                                                                                              | <ul style="list-style-type: none"><li>- Jet, déversement sur la voie publique de produits chimiques / liquides insalubres</li><li>- Jet d'objet provoquant un danger pour la circulation des véhicules et ou des piétons</li></ul> |
| <b><u>Contraventions aux arrêtés municipaux</u></b>                                                                                                           |                                              |                                          |                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                    |

**ANNEXE N°2 : FICHE NAVETTE MAIRIE - PARQUET****MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**Liberté  
Égalité  
Fraternité***FICHE NAVETTE MAIRIE – PARQUET  
RAPPEL A L'ORDRE***

Commune : .....

Date : .....

Coordonnées du référent : ☎ : .....

✉ : .....

Notre attention a été appelée par : .....

Sur les agissements de : .....

NOM et Prénom : .....

Né(e) le : ..... à .....

Demeurant : .....

**Exposé des faits :**

- Origine de l'information : .....
- Faits reprochés : .....  
.....  
.....
- Concertations partenariales et observations : .....  
.....

Conformément aux dispositions de l'article L.132-7 du code de la sécurité intérieure, j'ai l'intention de lui adresser un rappel à l'ordre.

Veuillez agréer, Madame la Procureure, l'expression de ma parfaite considération.

Le Maire de Villy-le-Pelloux

**Avis du parquet :**

- ☐ Favorable  
☐ Défavorable  
☐ Autres :

**Motifs :**

**ANNEXE N°3 : MODELE TYPE DE CONVOCATION EN VUE D'UN RAPPEL A L'ORDRE**  
**POUR UN MAJEUR**



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Le Maire de Villy-le-Pelloux

A .....

Secrétariat du Maire :

☎ :

✉ :

**OBJET** : Convocation en mairie en vue d'un rappel à l'ordre

Madame, Monsieur,

Nous, en notre qualité de Maire de la commune de Villy-le-Pelloux avons été informé de ce qu'un rapport d'information a été établi par ..... à votre  
encontre :

NOM et prénom : .....

Né le : .....

A : .....

Demeurant : .....

.....

Pour avoir le : ..... à .....

Sur le territoire de la commune de .....

Commis les faits suivants : .....

.....

Vu le rapport d'information n° ..... établi le ..... par .....

Vu l'article L.132-7 du code de la sécurité intérieure,

Vu le protocole relatif à la mise en œuvre du rappel à l'ordre par le maire signé entre le parquet

d'Annecy et nous-même le .....

Nous vous demandons de vous présenter en mairie de Villy-le-Pelloux sis 64 impasse de la Mairie,  
74350 Villy-le-Pelloux, le ..... à

....., pour qu'il soit procédé à votre rencontre, à un rappel à l'ordre solennel.

Fait à .....

Le .....

Le Maire



**ANNEXE N°4 : MODELE TYPE DE CONVOCATION EN VUE D'UN RAPPEL A L'ORDRE**  
**POUR UN MINEUR**



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Le Maire de Villy-le-Pelloux

à .....

Secrétariat du Maire :

☎ :

✉ :

**OBJET** : Convocation en mairie en vue d'un rappel à l'ordre

Madame, Monsieur,

Nous, en notre qualité de Maire de la commune de Villy-le-Pelloux, avons été informé de ce qu'un rapport d'information a été établi par ..... à votre rencontre :

NOM et prénom : .....

Né le : .....

A : .....

Demeurant : .....

Pour avoir le : ..... à .....

Sur le territoire de la commune de .....

Commis les faits suivants : .....

Vu le rapport d'information n° ..... établi le ..... par .....

Vu l'article L.132-7 du code de la sécurité intérieure,

Vu le protocole relatif à la mise en œuvre du rappel à l'ordre par le maire signé entre le parquet

d'Annecy et nous-même le .....

Nous vous demandons de vous présenter en mairie de Villy-le-Pelloux, sis 64 impasse de la Mairie, 74350 Villy-le-Pelloux, le ..... à ..... pour qu'il soit procédé à votre rencontre, à un rappel à l'ordre solennel.

Ce rappel à l'ordre interviendra en présence de vos parents auxquels j'adresse une copie de votre convocation.

Fait à .....

Le .....

Le Maire



**ANNEXE N°5 : COURRIER A L'ATTENTION DES PARENTS DU MINEUR****MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**Liberté  
Égalité  
Fraternité

Madame, Monsieur,

En notre qualité de maire de la ville de Villy-le-Pelloux, avons été informé de ce qu'un rapport d'information a été établi par ..... , à l'encontre de votre enfant :

NOM et prénom : .....

Né(e) le : .....

Demeurant à : .....

Pour avoir le ..... à .....

Sur le territoire de la commune de .....

Commis les faits suivants : .....

Conformément à l'article L132-7 du code de la sécurité intérieure, je vous informe que votre enfant fait l'objet d'une procédure de rappel à l'ordre qui aura lieu :

Date et heure : .....

Lieu : .....

Vu l'article L132-7 du code de la sécurité intérieure, je vous serais obligé de bien vouloir être présent, aux côtés de votre enfant, lors de ce rappel à l'ordre solennel.

Dans le cas contraire, je serai contraint d'en informer la Procureure de la République.

Dans l'attente, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en l'expression de ma parfaite considération.

Fait le ....., à .....

Le Maire de Villy-le-Pelloux



**ANNEXE N°6 : FICHE BILAN INDIVIDUEL**

**BILAN DU RAPPEL A L'ORDRE :**

Date :

Lieu :

Personnes présentes pour la mise en œuvre du rappel à l'ordre :

Personnes présentes convoquées :

Observations :



**ANNEXE N°7 : FICHE BILAN SEMESTRIEL****SUIVI SEMESTRIEL DES RAPPELS A L'ORDRE**

Le présent tableau sera complété par la ville de Villy-le-Pelloux et remis semestriellement au parquet du tribunal judiciaire d'Annecy à l'adresse électronique suivante : **mairie.tj-annecy@justice.fr** avec en objet : « **Suivi semestriel des rappels à l'ordre – commune de Villy-le-Pelloux** ».

| <b><i>Période concernée :</i></b>      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b><u>SUIVI DES MESURES</u></b>        | <b><u>TOTAL</u></b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Nombre de rappels à l'ordre sollicités | MEC majeurs :<br>MEC mineurs :<br>Total :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Nombre de rappels à l'ordre prononcés  | MEC majeurs :<br>MEC mineurs :<br>Total :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Nombre de carences à convocations      | MEC majeurs :<br>MEC mineurs :<br>Total :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Répartition par types de faits         | Conflits de voisinage :<br>Absentéisme scolaire :<br>Présence constatée de mineurs non accompagnés dans les lieux publics à des heures tardives :<br>Atteintes légères à la propriété publique :<br>Incivilités commises par des mineurs :<br>Incidents aux abords des établissements scolaires :<br>Bruits ou tapage injurieux ou nocturnes :<br>Divagation d'animaux dangereux :<br>Abandon d'ordures :<br>Autres : |
| Nombre de réitérations constatées      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**Observations diverses / difficultés rencontrées :**